

Importance socio-économique de l'immigration des Nigériens et Nigériennes dans le 6ème arrondissement de Cotonou : cas des quartiers Djidje 2 et Ladji

Socio-economic importance of immigration of nigerians and nigerians in the 6th district of cotonou: case of Djidje 2 and Ladji neighborhoods

KOMBIENI Hervé Azouma

Enseignant chercheur

Département de Géographie et Aménagement du Territoire de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Université d'Abomey-Calavi

Laboratoire de Cartographie, de Télédétection et des SIG (LaCarto)
Bénin

YADOLETON Fernand Tranquillin¹, GOUBIYI Aritide² et BIAOU Boni Romulus³
Doctorants

1, 2-Ecole Doctorale Pluridisciplinaire « Espace Culture et Développement »

3- École Doctorale Pluridisciplinaire « Éducation Physique, Sport et Développement Humain (EDP-EPS-DH) »

Université d'Abomey-Calavi

1, 2-Laboratoire de Cartographie, de Télédétection et des SIG (LaCarto)

3- Laboratoire de Recherche et d'Études, Sport, Education et Interventions sociales pour le Développement (LARESEID)
Bénin

Date de soumission : 19/02/2025

Date d'acceptation : 30/04/2025

Pour citer cet article :

Kombiéni. H. A. & al. (2025) «Importance socio-économique de l'immigration des Nigériens et Nigériennes dans le 6ème arrondissement de Cotonou : cas des quartiers Djidje 2 et Ladji », Revue Internationale du chercheur «Volume 6 : Numéro 2» pp : 1-29

Résumé

La migration humaine résulte souvent de la recherche de meilleures conditions de vie. Les migrants nigériens et nigérians, attirés par des raisons économiques, s'installent principalement dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji du 6^e arrondissement de Cotonou. La présente recherche vise à étudier l'importance socio-économique de la migration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji du 6^{ème} arrondissement de Cotonou.

L'approche méthodologique utilisée pour aboutir aux résultats comporte la collecte des données basée sur la recherche documentaire et les enquêtes de terrain auprès de 131 acteurs constitués de migrants, des sages, des autorités locales et des autochtones desdits quartiers. Le traitement des données a été fait manuellement et par ordinateur, puis le modèle SWOT a été utilisé pour l'analyse des résultats.

Il ressort de cette recherche que les facteurs favorisant la migration sont de deux ordres : facteurs économiques (56 %) et ceux sociaux (30 %). Cette migration concerne principalement les nigériens et nigérians. Ces migrants participent au développement socio-économique des deux quartiers à travers la construction des infrastructures scolaires et sanitaires. Mais leur présence n'est pas sans conséquences. Pour une meilleure gestion des flux migratoires de la commune, des propositions de solutions ont été formulées.

Mots clés : Cotonou ; importance socio-économique ; flux migratoires ; Nigériens ; Nigérians

Abstract

Human migration often results from the search for better living conditions. Nigerian and Nigerian migrants, attracted for economic reasons, mainly settle in the Djidjè 2 and Ladji districts of Cotonou's 6th arrondissement. The aim of this study is to investigate the socio-economic importance of migration by Nigeriens and Nigerians in the Djidjè 2 and Ladji neighborhoods of Cotonou's 6th arrondissement.

The methodological approach used to arrive at the results includes data collection based on documentary research and field surveys of 131 stakeholders made up of migrants, elders, local authorities and natives of the said neighborhoods. The data was processed manually and by computer, and the SWOT model was used to analyze the results.

This research revealed that the factors encouraging migration are of two kinds: economic factors (56%) and social factors (30%). Migration mainly concerns Nigeriens and Nigerians. These migrants contribute to the socio-economic development of both neighborhoods through the construction of school and health infrastructures. But their presence is not without consequences. To better manage migratory flows in the commune, solutions have been proposed.

Keywords : Cotonou; socio-economic importance; migratory flows; Nigeriens; Nigerians.

Introduction

La migration est un fait consubstantiel à la nature humaine et le peuplement du monde est dû aux faits migratoires. Presque tous les pays du monde entier ou encore tous les continents ont un jour, d'une manière ou d'une autre fait face aux réalités migratoires. Rares sont les populations et territoires qui n'ont pas été le théâtre de flux migratoires (Dumont, 1995). Si certaines personnes se déplacent pour trouver un travail ou des opportunités économiques, rejoindre leur famille ou étudier, d'autres par contre se déplacent pour fuir un conflit, les persécutions, le terrorisme ou les violations des droits de l'homme. D'autres encore n'ont d'autre choix que de se déplacer face aux effets des changements climatiques, aux catastrophes naturelles ou à d'autres facteurs environnementaux. Aujourd'hui, il n'y a jamais eu autant de personnes vivant dans un pays dans lequel elles ne sont pas nées. En 2017, le nombre de migrants a atteint 258 millions ; alors qu'ils étaient 173 millions en 2000, soit une augmentation de 85 millions de migrants, mieux un accroissement de 49,13%. La proportion de migrants internationaux au sein de la population mondiale est passée de 2,3% en 1980 à 2,8% en 2000 et ces migrants représentaient 3,4 millions de personnes en 2017 (OIM, 2018).

En Afrique, les statistiques les plus récentes indiquent qu'il y'a dix fois plus de mouvements migratoires au sein de l'Afrique de l'Ouest que vers les autres pays, notamment occidentaux (Adepoju, 2002 ; Fall, 2003). D'après l'état des lieux fait par Asiedu *et al.* (2016) sur la migration africaine, depuis 2005, il est observé une augmentation rapide de la population régionale, atteignant 301,4 millions d'individus en 2010, avec une moyenne d'âge de 18ans. On peut donc déduire que l'Afrique non plus n'est épargnée de ces mouvements migratoires.

Sur les 1,3 milliard de personnes vivant dans une pauvreté multidimensionnelle, plus des deux tiers, soit 886 millions, vivent désormais dans des pays à revenu intermédiaire. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud abritaient la plus grande proportion de pauvres (environ 84,5%). Le même rapport indique qu'une action contre la pauvreté est nécessaire dans toutes les régions en développement (PNUD, 2019). Face à une telle situation, la migration de travail est devenue un moyen de subsistance pour plusieurs familles. « La migration apparaît comme la seule stratégie possible d'autonomisation » (Daum, 1998, p.20). Ainsi, de plus en plus, les migrations individuelles de travail se sont développées en Afrique de l'Ouest tout au long du XXe siècle comme une pratique principalement masculine, tandis que la mobilité des femmes était entravée (Coquery-Vidrovitch, 2008).

Les jeunes sont les acteurs du fait migratoire. Selon Kombiéni (2012), ces jeunes migrants constituent la caisse d'investissement et participent donc au développement de certains projets dans leurs localités d'origine. Ils contribuent ainsi au développement local de par les envois de fonds qui permettent de financer plusieurs activités et besoins indispensables des populations dans les lieux de départ. Ainsi, Diminescu (2007) déduit de son analyse qu'il existe une relation entre la migration des populations humaines et l'amélioration des conditions de vie, puis le recul sensible de la pauvreté dans les pays à faibles revenus. Papa (2008) souligne que les impacts positifs des migrations sont aussi perceptibles dans la réalisation des infrastructures immobilières par les migrants.

La littérature mobilisée sur le sujet de l'immigration des Nigériens et Nigériens est abondante et variée. En effet, l'immigration des Nigériens et Nigériens au Bénin a des racines historiques profondes. Selon Fassin (2013), la migration en Afrique de l'Ouest a toujours été marquée par des flux transfrontaliers. Les Nigériens, notamment, ont migré au Bénin pour des raisons économiques, politiques et sociales. Les liens culturels et commerciaux entre ces deux pays ont facilité l'émergence de ces mouvements migratoires, souvent considérés comme des déplacements temporaires, mais qui sont devenus des installations durables dans certains cas (Fassin, 2013).

En outre, Adepoju (2006) affirme que la migration en Afrique de l'Ouest est principalement intra-régionale. Le Bénin, voisin du Nigéria, a vu un afflux important de Nigériens dans les années 1990, notamment à la suite des politiques restrictives et des crises économiques au Nigéria. La migration des Nigériens vers le Bénin s'inscrit dans ce même cadre d'échanges régionaux, où les mouvements transfrontaliers sont encouragés par les accords d'intégration sous-régionaux comme ceux de la CEDEAO (Adepoju, 2006).

L'immigration des Nigériens et Nigériens a des implications économiques notables pour le Bénin. Plusieurs chercheurs ont montré que ces migrations ont contribué à dynamiser certains secteurs économiques du pays. Selon Babatunde *et al.* (2014), les Nigériens sont impliqués dans les secteurs du commerce, de l'agriculture et des petites entreprises au Bénin, apportant des investissements, mais aussi des compétences professionnelles spécifiques, dans des domaines comme la vente de produits agricoles et les services informatiques (Babatunde *et al.*, 2014).

De plus, Oyekanmi et Adebayo (2018) ont observé que les migrants nigériens ont joué un rôle essentiel dans le développement du secteur informel béninois, particulièrement dans les zones

urbaines comme Cotonou. Ces migrants ont introduit des pratiques commerciales innovantes et ont facilité des partenariats transfrontaliers, créant ainsi de nouvelles opportunités d'emploi et des flux économiques entre les deux pays (Oyekanmi et Adebayo, 2018).

Sur le plan socio-culturel, l'intégration des Nigériens et Nigériens au Bénin n'est pas sans défis. L'une des questions majeures est la gestion de la diversité culturelle. Selon Brenner *et al.* (2011), la coexistence entre populations béninoises et nigérianes peut être parfois source de tensions, surtout dans les grandes villes. Cependant, cette diversité a aussi enrichi le paysage culturel béninois, notamment par la diffusion de la musique, de la cuisine, et de coutumes nigérianes, contribuant ainsi à l'enrichissement de la culture locale (Brenner *et al.*, 2011).

La question de l'acceptation sociale des migrants reste également centrale dans les discours publics. Koffi (2016) souligne que les migrants nigériens sont parfois perçus comme des "envahisseurs économiques", créant des frictions avec la population locale. Pourtant, cette vision négative est largement compensée par les bénéfices économiques que ces migrants apportent, notamment dans les secteurs du commerce et des services (Koffi, 2016).

L'immigration des Nigériens et Nigériens au Bénin a un impact profond sur l'économie et la société béninoise. Si elle présente des défis d'intégration socio-culturelle, elle contribue de manière significative à la dynamique économique du pays, en enrichissant les secteurs informel et formel. L'immigration est un facteur de développement mais nécessite une gestion harmonieuse des flux migratoires pour maximiser ses bienfaits tout en minimisant les tensions sociales.

L'approche théorique qui fonde la question de l'importance socio-économique de l'immigration des Nigériens et Nigériens au Bénin peut être abordée à travers plusieurs cadres théoriques, mais les plus pertinents sont la théorie des systèmes mondiaux (World-Systems Theory), la théorie de la migration transnationale soutenue par Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc (1994) et la théorie des réseaux sociaux défendue par Portes et Meschi (2004).

L'importance socio-économique de l'immigration des Nigériens et Nigériens au Bénin peut être expliquée par une combinaison de ces approches théoriques. La théorie des systèmes mondiaux aide à comprendre les forces économiques globales qui poussent les Nigériens à migrer vers le Bénin. La théorie de la migration transnationale met en lumière les flux continus de ressources et d'informations entre les deux pays, tandis que la théorie des réseaux sociaux permet d'analyser les mécanismes de soutien social et économique qui facilitent

l'intégration des migrants et leur impact sur l'économie béninoise. Ces approches permettent d'appréhender la complexité des dynamiques migratoires et leur contribution à l'enrichissement de la société béninoise.

Dans la commune de Cotonou et plus particulièrement dans le 6^{ème} arrondissement, on constate l'installation massive des étrangers en l'occurrence des Nigériens, des Nigérians, des Togolais, des Guinéens, des Rwandais, des Burundais, des Camerounais, des Maliens, des Ivoiriens, etc., ceci grâce à la proximité du marché internationale de Dantokpa ainsi que d'autres atouts attractifs qui facilitent grandement les échanges commerciaux et contribuent à l'amélioration des conditions de vie et d'existence. Mais il convient de remarquer que les Nigériens et les Nigérians tiennent la dragée en qualité d'immigrants dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji du le 6^{ème} arrondissement de Cotonou.

Sur le plan sociolinguistique, les immigrants en étude sont principalement des Zarma et Haoussa pour ce qui concerne le Niger et les Ibo, Yoruba et Haoussa pour ce qui est des ressortissants Nigérians.

La présence des immigrants nigériens et nigérians n'est pas sans implications (positives et négatives) dans lesdits quartiers. C'est pour analyser la contribution de la migration au développement de ces quartiers que le sujet a été choisi. Pour y arriver une question principale mérite d'être posée : Quelle est l'importance socio-économique de la migration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji?

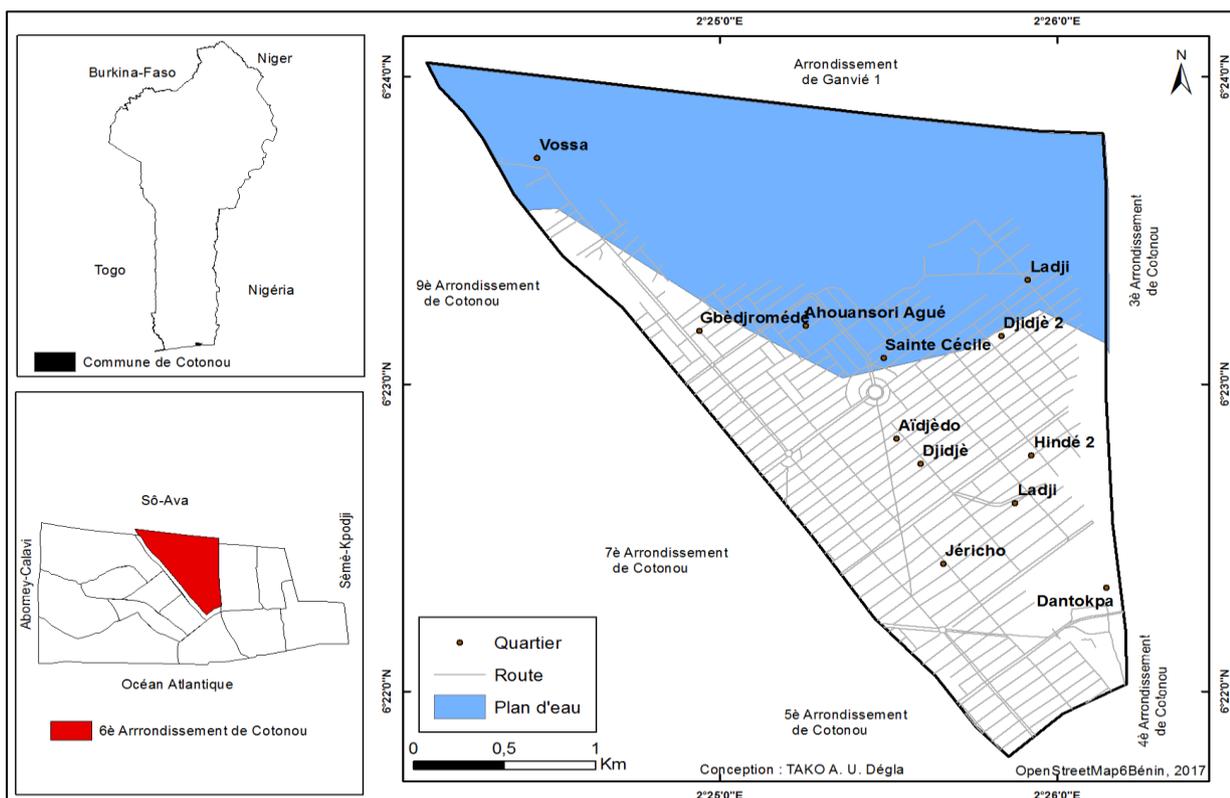
L'objectif de cette recherche est d'analyser l'importance socio-économique de l'immigration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji du 6^{ème} arrondissement de Cotonou. Pour atteindre cet objectif, une approche méthodologique constituée de la collecte des données auprès de 131 acteurs, du traitement des données et de l'analyse des résultats à travers la synthèse SWOT. La mise en œuvre de cet itinéraire méthodologique a permis d'aboutir à des résultats synthétisés dans cette recherche.

La présente recherche s'articule autour de cinq (5) points. Le premier point porte sur le cadre théorique comprenant l'introduction qui pose le problème et intègre la synthèse des travaux sur le sujet. Le deuxième point présente le cadre géographique de recherche notamment les quartiers Djidjè 2 et Ladji de Cotonou. Le troisième point décrit l'approche méthodologique utilisée. Les quatrième et cinquième points développent respectivement les principaux résultats obtenus et la discussion. La conclusion fait la synthèse des résultats obtenus, dégage les implications de l'étude, ses limites et ses perspectives.

1. Présentation géographique des quartiers Djidjè 2 et Ladji de Cotonou

La Commune de Cotonou est située sur le cordon littoral dont elle tire son nom de département du Littoral Il est le plus petit des douze départements du Bénin en termes de superficie. Il est limité à l'ouest par la commune d'Abomey-Calavi du département de l'Atlantique et à l'est par la commune de Sème-Kpodji du département de l'Ouémé. Au nord, le département du littoral se trouve limité par le lac Nokoué (Appelé ici sur la carte plan d'eau); alors que l'océan Atlantique ferme sa limite sud. La Commune de Cotonou, d'une superficie de 79 km², est composée de 13 arrondissements et de 144 quartiers de ville (INSAE, 2013). Cette recherche a pour cadre les quartiers Djidjè 2 et Ladji situés dans le 6^{ème} arrondissement. Cette zone est située entre 6°21'45'' et 6°24'02'' de la Latitude Nord et entre 2°24'13'' et 2°26'11'' de Longitude Est (Figure 1).

Figure 1 : Localisation des quartiers Djidjè 2 et Ladji dans le 6^{ème} arrondissement de la Commune de Cotonou



Source : OpenStreet_Map_Bénin, 2017

La commune de Cotonou accueille chaque jour de nouvelles personnes du fait de son attraction économique favorisée par la présence du Grand marché international de Dantokpa, du Port Autonome de Cotonou, de l'aéroport international Cardinal Bernardin Gantin, de ses

nombreuses autres infrastructures, des entreprises et grandes usines implantées, de ses grandes avenues, ses artères colorées, ses grands immeubles surtout à usage commercial.

Depuis 1992, le taux d'accroissement du Littoral (Cotonou) a amorcé une baisse, passant de 3,76% entre 1979 et 1992, à 2,17% entre 1992 et 2002, puis 0,18% entre 2002 et 2013 en raison de son caractère de ville économique. Cette situation s'associe à une densité de 8595,1 habitants au kilomètre carré, un début probable de saturation de la ville de Cotonou, en termes de densité (INSAE, 2013).

Du point de vue des infrastructures sociocommunitaires, le Littoral demeure le département qui bénéficie de plus d'infrastructures grâce à son statut de métropole économique du Bénin.

- La couverture sanitaire est la meilleure du pays. On dénombre plusieurs centres de formation de référence dans le domaine. Sur les 5 espaces hospitalo-universitaires dont dispose le Bénin, 4 se trouvent dans la ville de Cotonou (CNHU, CHU MEL, Centre national de pneumo-physiologie). A cela s'ajoutent des centres de santé complets, des dispensaires, des Formations sanitaires confessionnelles, des maternités, des officines et des dépôts privés.
- L'accès à l'eau potable semble être assuré, mais quelques quartiers demeurent encore sans adduction d'eau. Sur le plan national, plus des trois quarts des ménages (78 %) utilisent, pour boire, de l'eau provenant d'une source améliorée. Cette proportion est de 86 % en milieu urbain, soit à Cotonou.
- Sur le plan de l'éducation, même si la couverture totale ne semble pas être réglée par l'Etat, les nombreux centres de formation privés comblent le vide. On dénombre 2 universités publiques et plus de 40 établissements d'enseignement supérieur, 235 écoles primaires, 18 collèges à 1er cycle et 24 collèges à 2ème cycle, tous publiques.

La mise en place de structures adéquates constitue le grand atout de la ville de Cotonou où de nombreuses opportunités se présentent à la population. Il y a plus de monde à servir donc un grand marché à conquérir et à couvrir. Cet état de chose est certainement la grande cause favorisant l'immigration des nigériens et nigérians dans les quartiers du 6^{ème} arrondissement de Cotonou surtout Djidjè et Ladjì. Les activités pratiquées dans le département du Littoral sont multiples et tournent autour des entreprises du secteur tertiaire telles les Banques, les Sociétés d'Assurance, les Réseaux de Communication Mobile, les Grandes Ecoles et Universités, des industries manufacturières, des structures de pêche et surtout du commerce.

La pêche est relativement développée dans les quartiers périphériques comme Ladji et dans la zone côtière de la ville. Elle mobilise beaucoup d'autochtones et certains étrangers. Dans le domaine de l'industrie c'est le département qui abrite le plus grand nombre d'usines au plan national. Les activités d'artisanat qui mobilisent assez d'étrangers dont des Nigériens sont assez diversifiées et confinées dans des centres de regroupement des artisans tels que le CPA (Centre de Promotion de l'Artisanat) ou dans d'autres moins imposants à travers la ville. C'est le département-ville où le secteur moderne est le plus développé. Sur le plan commercial, le département abrite beaucoup de marchés d'importance locale, nationale et le marché international de Dantokpa. Les activités commerciales sont orientées aussi bien vers la consommation intérieure que vers l'importation et l'exportation. Ce secteur attire beaucoup d'étrangers surtout Nigériens et Nigériens qui habitent pour la plupart dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji. Le département offre d'énormes possibilités touristiques. Il dispose d'hôtels de luxe et des plages pittoresques (Cahier des villages et quartier de ville du Département du Littoral, INSAE, 2016).

En somme, la commune de Cotonou dispose de plusieurs atouts tant physiques qu'humains. Des atouts qui s'étendent dans ses arrondissements et ses quartiers dont Djidjè 2 et Ladji. Ils attirent plusieurs personnes vers cette Commune voire ses arrondissements et quartiers, personnes venant d'horizons divers pour y demeurer. A l'intérieur, à Djidjè 2 et Ladji, peu de déplacements s'observent.

2. Données et méthodes

Il s'agit de la démarche utilisée pour aboutir à la collecte des données, leur traitement et à l'analyse des résultats. L'une des approches passe par la détermination de l'échantillon et de la population d'étude.

2.1. Echantillonnage

L'échantillonnage a été effectué sur la base des informations obtenues sur la population des quartiers Djidjè 2 et Ladji et des immigrants des deux quartiers (groupe cible). L'effectif de la population est de 6 959 habitants pour Ladji: et de: 6588 habitants pour Djidjè 2 (RGPH4, 2013). L'échantillon déterminé selon la méthode du choix raisonné, s'élève pour les deux quartiers à 161 enquêtés composés de 117 hommes et de 44 femmes, tous des immigrants, soit 90 Nigériens, 71 Nigériens. A cela s'ajoutent quelques autres acteurs, notamment autorités locales (9), des sages (8) et quelques autochtones (22).

2.2. Données collectées et méthodes d'analyse

L'entretien individuel auprès des immigrants à l'aide d'un questionnaire, puis l'usage des guides d'entretien auprès des autorités locales, des sages et les autochtones sont les méthodes utilisées pour collecter les données. Ces données portent entre autres essentiellement sur les fondements de la migration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji ; les effets socio-économiques de la migration des nigériens et nigérians sur le développement des quartiers Djidjè 2 et Ladji ; et les mesures de contrôle des flux migratoires des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji.

La collecte des données a permis d'analyser l'importance socio-économique de la migration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji. Le modèle SWOT, initié dans les années 1960 (Johnson et *al.*, 2008), a été utilisé pour faire émerger les aspects les plus pertinents de la migration et de son importance à travers des facteurs internes et externes. La mise en œuvre de cette démarche a permis d'aboutir à des résultats.

3. Résultats

Les principaux résultats obtenus sont organisés autour des fondements de la migration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji ; des effets socio-économiques de la migration des nigériens et nigérians sur le développement des quartiers Djidjè 2 et Ladji ; et des mesures de contrôle des flux migratoires des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji.

3.1. Fondements de la migration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji

3.1.1. Provenance des immigrants Nigériens et Nigérians des quartiers Djidjè 2 et Ladji

Les immigrants du 6^{ème} arrondissement et plus précisément des quartiers Djidjè 2 et Ladji viennent dans leur grande majorité du Niger et du Nigeria. Outre ces nationalités, il convient de mentionner des ressortissants d'autres nationalités qui habitent également dans ces quartiers comme ceux du Mali, du Burkina-Faso, du Ghana, du Sénégal, du Rwanda, du Burundi, du Congo, du Togo, de la Guinée, etc. Leur effectif étant négligeable, cette recherche n'a pu les prendre en compte. Ils sont dans leur grand nombre commerçants et propriétaires de cafétérias, de boutiques de ventes de divers, de consommables électriques, de sites de ventes de friperies, d'églises souvent évangéliques, etc. Surtout attirés par les potentialités économiques qu'offre Cotonou, ses arrondissements et ses quartiers, ces

immigrants résident dans les quartiers périphériques de Cotonou dont fait partie Djidjè 2 et Ladji, où ils y rencontrent également d'abordables conditions d'hébergement et de vie. Il convient donc de retenir que ces deux quartiers subissent un flux migratoire certain, surtout de la part des Nigériens et Nigérians. Les figures 2 et 3 présentées montrent les proportions des immigrants nigériens et nigérians présents dans les deux quartiers.

Figure 2 : Proportion des immigrants en étude du quartier Ladji

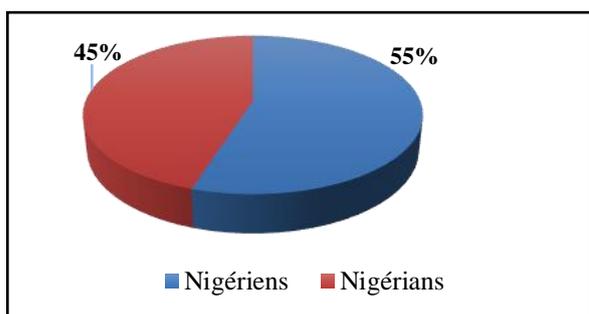
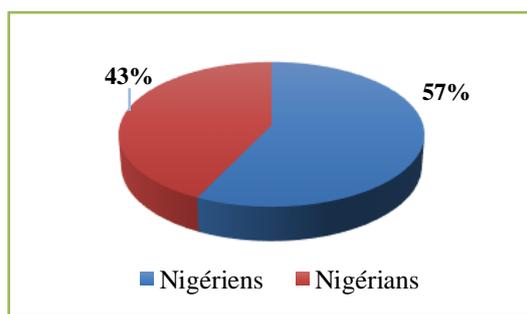


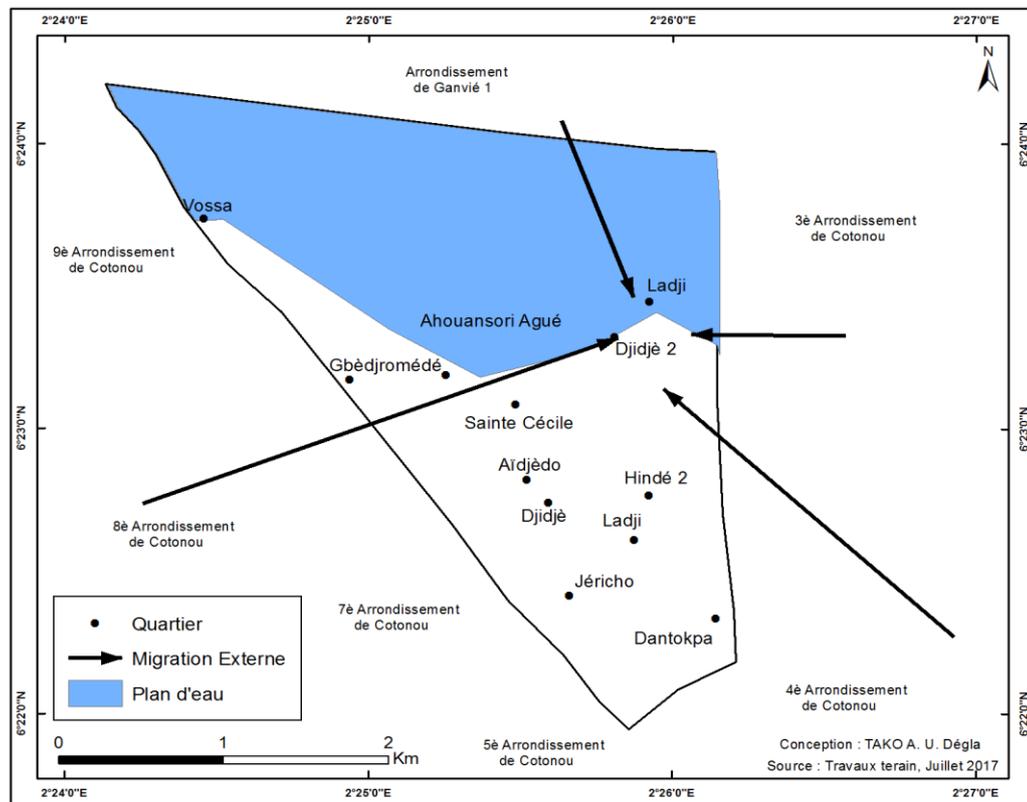
Figure 3 : Proportion des immigrants du quartier Djidjè 2



Source : Enquête de terrain, Août 2022

Ces deux figures explicitent la répartition des immigrants dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji. On remarque à travers l'analyse de ces figures que dans le quartier Ladji, les Nigériens représentent 55% contre 45% pour les Nigérians et dans le quartier Djidjè2, les Nigériens comptent pour 57%. La proportion globale des femmes dans cet échantillon de migrants est de 23%. Chacun de ces immigrants justifie leur choix de vivre dans ces quartiers du fait soit du prestige de la ville de Cotonou, soit de la proximité du marché international de Dantokpa ou soit encore de la présence du lac Nokoué très riche en poissons. La figure 4 montre les entrées des étrangers.

Figure 4 : Flux migratoire et entrée des étrangers dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji



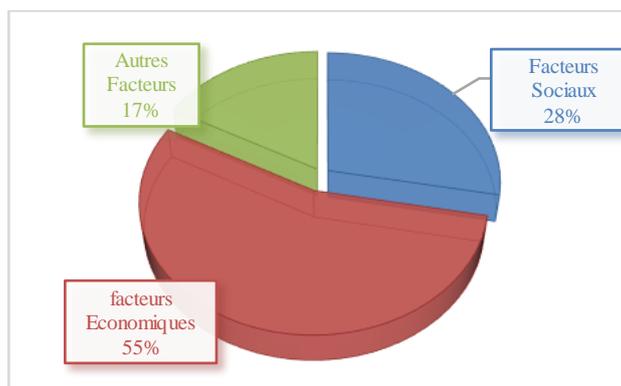
Source : Travaux de terrain, juillet 2022

Il ressort de cette figure que l'immigration effectuée vers les quartiers Djidjè 2 et Ladji est majoritairement faite de ressortissants nigériens (56%) et nigérians (44%).

3.1.2. Facteurs de la migration des étrangers dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji

Les facteurs déterminants l'immigration des populations sont de plusieurs ordres et sont principalement d'ordre économique et social. La situation politique, les guerres, les atrocités de divers genres, les catastrophes naturelles, la sécheresse, la famine, les drames de toutes sortes, sont aussi des volets à prendre en compte pour aborder le phénomène du déplacement des étrangers. La figure 5 montre l'importance de chacun de ces facteurs.

Figure 5 : Facteurs déterminants le flux des immigrants dans les deux quartiers



Source : Enquêtes de terrain, Août 2022

Cette figure montre que 55 % des immigrants viennent habiter dans les deux quartiers pour des raisons économiques, notamment la recherche d'emploi, etc. 28 % pour des facteurs sociaux qui concernent l'étude, la recherche d'un lieu de repos à cause de l'instabilité politique, l'insécurité, les guerres dans les pays de provenance, la sécheresse, la famine, etc. Enfin, 17 % pour d'autres raisons principalement sociales, notamment la construction d'église, d'écoles,

Les arguments économiques sont surtout ceux qui poussent les étrangers à migrer vers Cotonou et à vivre dans ses quartiers dont Djidjè 2 et Ladji.

- **Facteurs d'ordre économique de l'immigration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji**

Les facteurs d'ordre économique sont ceux qui attirent les immigrants dont le but est la recherche de l'amélioration de leur condition de vie par l'exercice d'une activité économique. Les immigrants concernés quittent, en effet, leur pays à la recherche de conditions de vie meilleur. C'est le cas des Nigériens. Le Nigéria étant très surpeuplé, plusieurs de ses fils migrent vers les pays environnants dans l'espoir d'y construire une vie agréable qu'ils n'auraient peut-être pas l'opportunité de bâtir dans leur pays. Certains immigrants, Nigériens surtout, se voient obligés eux aussi de partir de chez eux à cause de l'avancée du désert qui cause des sécheresses de plus en plus longues et partant la famine. En effet commerçants pour la plupart, ils immigreront dans lesdits quartiers car la proximité des principaux marchés qu'ils fréquentent à savoir : Dantokpa, Akokponawa, Aïdjèdo, Saint-Michel, Missèbo se trouve être un atout très significatif. Les quartiers étant proches du marché, elles favorisent les déplacements, les échanges commerciaux et même les transports de marchandises. Ils y

trouvent alors des conditions qui répondent à leurs attentes. De notre recherche de terrain, il ressort que des 90 nigériens enquêtés, 74 y sont pour des raisons économiques et les 16 restants pour d'autres raisons. De même, il est à remarquer que des 71 Nigériens sondés, 59 sont présents pour le commerce et 12 pour d'autres raisons. On peut donc conclure que la raison économique est la plus importante qui motive les étrangers surtout nigériens et nigériens à s'installer dans les deux quartiers.

- **Facteurs d'ordre social de l'immigration des Nigériens et Nigériens dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji**

Les raisons d'ordre social qui justifient le déplacement des populations étrangères vers le Bénin, se résument à la recherche d'une formation professionnelle qualifiante, la recherche d'asile du fait de l'instabilité politique, l'insécurité, les guerres dans les pays de provenance, la sécheresse, la famine, etc. De par leurs propres témoignages, certains quittent en effet, leur pays souvent pour fuir des mouvements de troubles sociaux précédents les joutes électorales. Il y a également entre autres, la récente apparition du Mouvement Islamistes Radicales tel que Boko Haram avec son corollaire d'attentats terroristes multiples et les enlèvements fréquents dans les marchés, les rues, les écoles, etc. au Nigéria, au Niger, au Burkina Faso.... Ces terrains ne constituent plus des endroits favorables à l'exercice d'activités dans la paix et la tranquillité. Ainsi malgré la densité importante de la ville de Cotonou (8595,1 habitants au kilomètre carré au RGPH de 2013), les immigrants nigériens et nigériens y ont trouvé des logements dans les quartiers périphériques de Cotonou à Djidjè2 et Ladji, à des prix très abordables et conformément leurs bourses.

Par ailleurs, parmi les immigrants, certains (7%) viennent ériger des églises dans ces quartiers où ils sont sûrs d'avoir de nombreux fidèles. Ils servent des personnes de leur propre communauté mais aussi les populations locales. D'autres installent des écoles où leurs progénitures reçoivent une éducation qui reflète les cultures combinées et reflétant aussi bien celle du pays d'origine que de celui d'accueil

Le rassemblement de toutes ces personnes venues d'ailleurs et le mouvement des autochtones ont assurément des effets sociaux et économiques sur le développement de la commune.

3.2. Effets socio-économiques de la migration des Nigériens et Nigérians sur le développement des quartiers Djidjè 2 et Ladji

Les immigrants s'impliquent socialement et économiquement dans leur milieu d'accueil. Leur implication engendre sur les quartiers des conséquences aussi bien positives que négatives.

3.2.1. Implications sociales

- *Aux plans socio-culturel et sanitaire*

La présence dans les quartiers de Djidjè 2 et Ladji des étrangers de nationalités diverses (Nigérians et Nigériens notamment) permet et facilite un brassage culturel et une adoption de différentes modes de vie. Ce brassage s'observe même par la concrétisation des mariages entre des ressortissants étrangers (Nigériens et Nigérians) et des Béninois. La proximité et la vie en communauté a favorisé le mimétisme interculturel lié au look, au style vestimentaire, au type de plats et à leur variétés respectifs.

Au plan sanitaire, plusieurs centres de santé et pharmacie ont été construits dans les quartiers de Djidjè 2 et Ladji par des immigrants. Cela rend aisé le déplacement des populations qui doivent se faire soigner ou acheter des médicaments. La photo 1 montre un centre de santé construit par un collectif d'immigrants dans le quartier Ladji.

Photo 1 : Un centre de santé construit par un collectif d'immigrant à Ladji



Prise de vue : Tako, Août 2022

Cette photo montre un centre de santé communautaire construit par un collectif d'immigrant dans le quartier Ladji. L'enseigne indique qu'il s'agit d'une ONG sous l'initiative d'un jeune

bénois mais soutenue financièrement et socialement par des immigrants. Il permet aux habitants de ce quartier de vite et bien se faire soigner à proximité quand le besoin se fait sentir.

Les immigrants investissent aussi dans le domaine des loisirs par la construction des hôtels et des bars restaurants. Ils sont aussi présents dans le domaine des cultes à travers la construction des églises évangéliques. L'installation d'églises est l'apanage surtout des Nigériens. Les photos 2 et 3 en donnent une illustration.

Photo 2 : Hôtel construit par un immigrant



Prise de vue : Tako, Août 2022

Outre l'hôtel construit par un immigrant, d'autres infrastructures ont été mises en place, notamment l'église évangélique dont la photo est ci-dessous.

Photo 3 : Eglise construite par un Immigrant



Prise de vue : Tako, Août 2022

- ***Sur le plan de l'éducation***

Dans les quartiers ciblés par cette recherche, les infrastructures scolaires publiques existent mais réservent très peu de places aux nombreux enfants des deux quartiers. Elles sont insuffisantes pour la taille importante de la population. Pour permettre aux enfants d'aller à l'école et d'avoir une bonne formation, des immigrants ont construit des écoles maternelles, primaires et secondaires dans ces quartiers par soucis de participer à l'effort public sur le plan de l'éducation. La photo 4 montre une école primaire construite par un immigrant nigérian.

Photo 4 : Ecoles construites par un Immigrant



Prise de vue : Tako, Août 2022

L'école construite par l'immigrant à Djidjè 2 est une école à programmes anglophones adaptée à la politique éducative nigériane. Cette école représente une opportunité à la communauté bénéficiaire. Des citoyens béninois pratiquent cette école en y inscrivant leurs enfants qui apprendront désormais la culture anglophone par le truchement du programme d'études nigérian.

3.2.2. Implications économiques de l'immigration des Nigériens et Nigériens sur le développement des quartiers Djidjè 2 et Ladji

Les immigrants font des échanges commerciaux en créant leur point de vente et leurs entreprises commerciales. Ils installent ainsi une chaîne d'activités dans le domaine de l'alimentation et de la vente de consommables électriques par exemple. Ils exercent aussi plusieurs autres activités génératrices de revenus. Ces activités contribuent au développement local par le paiement des taxes et impôts à la commune de Cotonou. Malheureusement, les quartiers qui abritent ces immigrants ne bénéficient pas des retombées de ces taxes, selon les autorités locales concernées interrogées. Les photos 5 et 6 montrent respectivement une Cafétéria d'un Nigérian et un lieu de vente et de réparation de chaussures d'un Nigérian.

Photo 5 : Cafétéria d'un Nigérien à Ladji



Prise de vue : Ganmagba, Août 2022

La photo 6 est l'une des entreprises d'un Nigérien résidant au Bénin et précisément à Djidjè 2.

Photo 6 : lieu de vente et de réparation des chaussures d'un Nigérien résident à Djidjè



Prise de vue : Ganmagba, Août 2022

Par ailleurs, il convient de mentionner que les immigrants s'acquittent aussi des droits et taxes liés à leur séjour au Bénin. Les taxes sont perçues de façon mensuelle alors que les impôts le sont de manière annuelle ou semestrielle. Les droits sont perçus en référence à la loi n° 98-007 du 15 janvier 1999, portant régime financier des communes en République du Bénin en son article 8 qui dispose que : « la création des impôts et taxes est du domaine de la loi. Le conseil communal par sa délibération en fixe les taux dans la limite du plafond déterminé par la loi des finances ». Ainsi, la valeur imposable est fonction de l'espace occupé et fixée à

1000 F CFA par mètre carré par an. Pour une boutique d'une superficie moyenne de 4 m x 5 m, soit 20m², le coût moyen estimatif payé par immigrant est de 20.000 F CFA.

S'agissant des immigrants installés dans les marchés, les taxes sont fixées à 200 FCFA par jour de marché. Au total, pour les 85 immigrants ayant déclaré qu'ils payent des impôts, le montant total annuel moyen estimatif libéré est de 1900.000 francs CFA. Les autres, soit 66 personnes payant des taxes, le montant mensuel moyen estimatif libéré est de 13200 francs CFA.

En outre, la location des boutiques et maisons ainsi que le transport de marchandises constituent deux éléments essentiels dans l'apport des immigrants au développement du 6^e arrondissement de Cotonou. Ils font des baux commerciaux des boutiques et louent des maisons dans les quartiers d'habitation, puis assurent le transport de leurs marchandises vers les lieux de commercialisation au sein de la commune. Pour exercer leurs activités en toute quiétude, les immigrants nigériens louent des boutiques et payent des droits de place dans les marchés et aux alentours des marchés de la ville de Cotonou. En estimant les coûts moyens mensuels de location d'une boutique à 30.000 FCFA et le droit de place dans un marché à 1000 F, le loyer d'une chambre entrée-couchée à environ 15.000 FCFA, la location d'une chambre salon simple à 30.000 FCA et celle de deux chambres à 50.000 FCFA, le tableau I consigne l'évaluation des coûts mensuels liés à la location par les immigrants dans les quartiers Djidjè2 et Ladji.

Tableau I : Estimation des coûts générés par la location des boutiques et maisons par les immigrants

Types de location	Nombre d'immigrants	Coût moyen (FCFA)	Coût mensuel (FCFA)
Boutique	95	30.000	2.850.000
Place au marché	66	1000	66.000
Entrée - couchée	66	15.000	990.000
Chambre + salon simple	49	30.000	1.470.000
2 Chambres + salon	46	50.000	2.300.000

Total

7.676.000

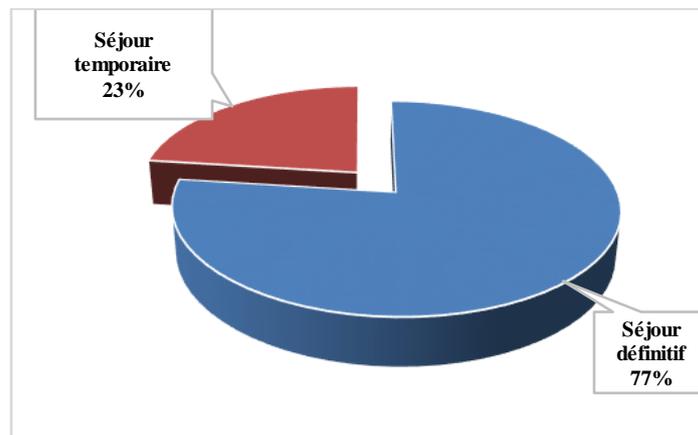
Source : Travaux de terrain, août 2022

En considérant la taille de l'échantillon des immigrants et à partir des informations reçues, il apparaît que la location de boutiques et de maisons génère en moyenne 7.676.000 FCFA à la commune dont 7.610.000 FCF par mois pour les propriétaires de boutiques et maisons. Le reste, soit 66.000 FCFA sert au paiement des droits de places dans les marchés. Ces sommes permettent aux promoteurs immobiliers de payer en retour les impôts et de subvenir à leurs besoins.

3.2.3. Durée de séjour des immigrants nigériens et nigérians dans le 6^e arrondissement

La durée de séjour des immigrants est presque souvent imprécise, car quasi-définitive, du fait des nombreux investissements qu'ils font dans leur milieu de résidence. Certains sont même des propriétaires terriens et d'autres sont de grands commerçants. Quelques immigrants seulement (17%) retournent chez eux pour des raisons diverses et variées. Les immigrants, commerçants desdits quartiers y habitent à cause de la proximité des principaux marchés qu'ils fréquentent à savoir : Dantokpa, Akokponawa, Aïdjèdo, Saint-Michel, Missèbo. Ce qui constitue pour eux, un atout très significatif. Proches des différents marchés, ces immigrants rencontrent des facilités dans les déplacements, les échanges commerciaux, les transports pour l'écoulement de leurs marchandises. Ce qui les pousse à s'installer définitivement dans ces quartiers. Par contre, les étudiants sont contraints de rentrer au pays après leurs études à la recherche d'un emploi. En ce qui concerne les femmes qui ont migré pour rejoindre leurs maris, elles ne changeront de domicile que sur décision de leurs maris respectifs. Autrement dit, leur déplacement dépend désormais de leurs maris. Ceux qui ont migré pour intégrer leur propre maison ont du mal à repartir dans leurs pays. Lors de la collecte des données de terrain, et selon les propos du président du collectif des Nigériens de quartiers en étude, seuls 7,35% des immigrants nigériens sont rentrés chez eux en 2018 après avoir investi au Bénin. La figure 4 donne une idée de la proportion de la durée de séjour de ces immigrants.

Figure 6 : Situation de stabilité ou non des Immigrants



Source : Enquête de terrain, Août 2022

Cette figure montre que la majorité des étrangers ont un séjour définitif et très peu d'entre eux ont un séjour temporaire

3.2.4. Conséquences de la migration des étrangers Nigériens et Nigérians

La présence des migrants et leurs implications socio-économiques dans la commune de Cotonou est source de conséquences à court et à long termes. En effet, les conséquences de la migration sont nombreuses. Certaines favorisent la commune et partant, les quartiers (conséquences positives) et d'autres la défavorisent (conséquences négatives).

3.2.4.1. Conséquences positives l'immigration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè2 et Ladji

Les immigrants viennent dans la commune et logent dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji, avec leurs modes de vie et des cultures différentes de celles des autochtones. Il y a donc un mélange de culture dans les quartiers. Les infrastructures scolaires et sanitaires construites par les immigrants, ouvrent la porte à l'emploi puisqu'ils ont besoin de personnels pour fonctionner. De manière directe ou indirecte les immigrants participent à l'amélioration de l'économie de la commune en payant des taxes et impôts surtout par les commerçants, notamment les propriétaires de boutiques, de cafétérias ou d'autres types de commerce. Par ailleurs, les écoles privées construites contribuent à la scolarisation aussi bien des enfants migrants et locaux dans un style d'éducation et de culture hybrides. Enfin, la proximité des centres de santé et pharmacie des habitations réduit la distance que les populations effectuaient pour s'approvisionner en médicaments et pour bénéficier de soins de santé.

3.2.4.2. Conséquences négatives de l'immigration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè2 et Ladji

Elles concernent l'insécurité, la pollution, la mauvaise gestion des déchets, les maladies et même des problèmes relevant du foncier.

L'insécurité et la pollution sont les conséquences les plus évoquées par les populations et autorités questionnées (69%). Le nombre de personnes s'accroît dans les arrondissements de la commune de Cotonou et dans ses quartiers. Les populations craignent trop l'insécurité car plusieurs bagarres, vols de tout genre, escroqueries et arnaques sont enregistrés à Djidjè 2 et à Ladji. Les Nigérians sont souvent pointés du doigt pour des cas de braquage à Cotonou en général et dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji en particulier. Quant à la pollution, elle est le fait surtout des étrangers nigériens, qui polluent beaucoup plus et régulièrement les quartiers. Cela se caractérise par le dépôt des ordures et le déversement des eaux usées sur la voie publique, le non entretien des maisons et des devantures. Il est remarqué une très grande concentration de tas d'ordures dans les zones habitées par certains migrants (44,16%). La gestion des déchets ménagers n'est pas à négliger. Plus l'effectif de la population augmente plus les déchets sont difficiles à gérer dans les arrondissements et les quartiers de ville. Les structures de pré-collecte des déchets et des ordures existent, mais elles sont souvent mal équipées et offrent des services approximatifs. Les déchets sont donc déposés à l'air libre en des tas qui puent alors que cela peut engendrer des maladies. Selon les autorités locales, les autochtones (36 %) polluent mais ce sont surtout les immigrants (64 %) qui le font le plus.

Par ailleurs, certains immigrants sont porteurs de maladies et ils sont susceptibles de contaminer les populations autochtones saines. Les quartiers de Cotonou étant déjà inondables, l'occupation anarchique des espaces par des habitations due à l'accroissement du flux migratoire et particulièrement celui des étrangers nigériens et nigérians, accentue les problèmes de promiscuité. Les eaux ne circulent plus correctement parce qu'empêchées par des maisons érigées dans leur lit. Ce qui crée des conséquences sur l'environnement et le cadre de vie. Les terres s'affaissent, les voies se dégradent même celles qui sont régulièrement reprofilées et rechargées. L'urbanisation sauvage que subit la ville de Cotonou n'est pas sans conséquences sur ses quartiers.

La ville se développe rapidement, la population s'accroît donc très vite. Le nombre des motos et des véhicules augmente de façon exponentielle. Comme les arbres ont été tous, soit coupés, soit mal entretenus, il n'y en a plus suffisamment pour absorber le dioxyde de carbone rejeté

par les moteurs, les usines ou machines de toutes sortes. Cette pollution des quartiers de Djidjè 2 et de Ladji met en mal la qualité de l'air. Ainsi, la planche 1 montre des tas d'immondice respectivement dans les quartiers de Djidjè 2 et de Ladji, signes de la pollution de l'environnement par des immigrants.

Planche 1 : Ordures jetées à l'aire libre à Djidjè 2 et à Ladji



Prise de vues : Hossou, Août 2022

De l'observation des photos 7 et 8, il convient de remarquer des déchets jetés un peu partout dans les quartiers de Djidjè 2 et de Ladji. Ces tas d'ordures qui polluent l'environnement, sont à proximité des habitations des immigrants. Ce qui constitue un problème d'assainissement du cadre de vie et de ce fait, contribue ainsi à la dégradation de l'état de santé des populations riveraines, si les autorités locales ne prennent pas des mesures pour le ramassage desdites ordures.

3.2.5. Tendances de l'immigration des Nigériens et Nigérians à Djidjè2 et à Ladji

Dans la présente recherche, les conséquences de la migration à long terme peuvent être regroupées en deux phases en termes de tendances positives et négatives. Comme tendances positives, il y a le développement de la commune et des quartiers ainsi que de leurs économies, l'aménagement des milieux et même des zones périphériques populaires. L'apport des immigrants à la caisse communale est très important. Les taxes, impôts et autres frais payés par les immigrants contribueront à coup sûr et davantage à la réalisation de plusieurs infrastructures dans la commune et les quartiers. En 2018, et selon les propos du Président du collectif des immigrants des quartiers Djidjè2 et Ladji et confirmés par une autorité locale, les immigrants ont contribué de par leurs activités par le biais des taxes et impôts, pour une

somme d'argent de plus 9 millions de francs CFA. La présence des immigrants a donc des incidences sur le budget et la fiscalité de la collectivité locale.

Les tendances positives laissent à croire qu'il n'y aura pas de tendances négatives mais tel n'est pas le cas. Elles sont nombreuses et concernent surtout l'environnement. Notons aussi la disparition des espaces verts et la végétation puisque les habitations ont pris leurs places. Cet état de chose est source du changement climatique et donc de phénomènes graves et inexplicables qui sévissent comme les sévères inondations. Cependant certaines populations riveraines du lac ainsi que celles ressortissantes de communautés nigériennes, continuent de s'installer même sur les abords du lac bouchant ainsi tous les accès d'évacuation d'eau. Il va falloir donc que l'état persiste dans sa politique d'évacuation et de désengorgement de la berge lagunaire pour régler un tant soit peu ce problème d'inondation. Les terrains à Cotonou et partant dans ses arrondissements et quartiers dont Djidjè2 et Ladji sont vendus très chers car toute la commune est urbanisée. Ces conditions malgré que ne profitant apparemment pas à ces Nigériens et Nigériens, ne les fait guère fuir vers d'autres régions car quoi qu'on dise Cotonou offre toujours des opportunités de mieux-être.

Ces tendances ne peuvent pas être empêchées mais des précautions peuvent être prises pour mieux les gérer. Cependant des perspectives sont proposées en termes de mesures de contrôle des flux migratoires des communautés mis en exergue.

Pour atténuer les tendances négatives et bénéficier convenablement de la présence des immigrants dans le 6è arrondissement de Cotonou, les autorités locales, quelques personnes autochtones et les sages ont proposé de faciliter l'accueil des immigrants par la mise en place de structures d'accueil de ceux-ci ; puis de réorganiser l'installation des étrangers. Pour eux, c'est la façon de profiter des immigrants pour la contribution de leur effort au développement local.

4. Discussion

La recherche portant sur l'importance socio-économique de la migration des Nigériens et Nigériens installés dans les quartiers Djidje 2 et Ladji, dans le 6ème arrondissement de Cotonou, a permis de mettre en évidence deux résultats majeurs. Ces principaux résultats ont mis en lumière les fondements de la migration des Nigériens et Nigériens dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji ; et les effets socio-économiques de la migration des nigériens et nigériens sur le développement des quartiers Djidjè 2 et Ladji.

Les fondements de la migration des Nigériens et Nigérians dans les quartiers Djidjè 2 et Ladjì ont mis l'accent sur la provenance des migrants et l'identification des atouts de la migration des étrangers dans les quartiers Djidjè 2 et Ladjì à travers les facteurs économiques et sociaux de l'immigration des Nigérians et Nigériens. Les arguments économiques sont surtout ceux qui poussent les étrangers à migrer vers Cotonou et à vivre dans ses quartiers dont Djidjè 2 et Ladjì. Ce résultat est similaire à celui de Badié (2009), pour qui la migration est comparable à un fait social, et un bien public mondial. Il estime que la migration peut être accompagnée et transformée, dès lors qu'on joue en même temps sur les conditions de sa production et de son institutionnalisation. Cette idée est également partagée par Fidégnon (2014) et F. Gendreau et O. Merabet (2007) qui montrent que les migrants choisissent des destinations qui constituent pour eux des atouts où ils pourront bénéficier des opportunités susceptibles de leur être profitable. A cet effet, ils estiment que l'analyse des mouvements migratoires maliens constitue un cas d'école du fait du rôle de sa diaspora. Il ressort que la migration n'a jamais constitué un problème. Elle est au contraire considérée comme un élément central de développement économique des pays. Dans la même logique, et sur le cas des Ibo, Bekpa-Kinhou (1996) cité par Fidégnon (2014) a exposé les facteurs qui sont à l'origine de la migration des Ibo vers l'espace béninois. La guerre de Biafra (du 6 juillet 1967 au 15 janvier 1970) en est la première cause. La seconde cause est issue des hostilités nées entre Yakubu Gowon, d'ethnie Haoussa et ex Chef d'Etat Nigérian et Odumegwu Emeka Ojukwu, d'ethnie Ibo et ex Chef de guerre de la sécession du Biafra (tous deux officiers de l'armée nigériane qui se rivalisaient le poste de chef d'Etat-major. Cette guerre et hostilité ont provoqué la dispersion de la communauté Ibo du Nigéria. Enfin, Igué (2008) soutient la même logique en affirmant que la recherche des opportunités et un emploi décent qui poussent les populations à partir loin de chez elles pour une aventure et parfois une destination peu connue.

Pour ce qui concerne les effets socio-économiques de la migration des Nigériens et Nigérians sur le développement des quartiers Djidjè 2 et Ladjì, il convient de retenir que les immigrants s'impliquent socialement et économiquement dans leur milieu d'accueil. Leur implication engendre sur les quartiers des conséquences aussi bien positives que négatives et ce, sur les plans culturel, sanitaire, éducatif et économique. Cette remarque est identique à celles de Papa (2007) et Agodo (2009) qui ont mis en exergue la participation des immigrants à la construction des Nations. Pour eux, les immigrants contribuent au développement local par les taxes, les impôts, et les dépenses de toutes sortes comme les locations de maison et les

boutiques de vente de pièces détachées de véhicules et de matériels électriques. Dans la même logique, Fidégnon (2014) confirme que les Nigériens ont plus ou moins contribué au développement de la ville de Parakou par leurs activités économiques et leurs œuvres sociales respectives. C'est ainsi que Papa (2007) abonde dans le même sens en mettant en exergue l'importance de la migration lougatoise dans le changement morphologique de la ville de Louga. Enfin, Akobi (1996) présente la même réalité en mettant l'accent sur l'importance des multiples répercussions, socioculturelles qui touchent la démographie et les échanges socioculturelles que les migrations engendrent dans la sous-préfecture de Bantè.

Conclusion

Au terme de cette recherche, il faut remarquer que la migration est un problème planétaire et difficile à gérer par les acteurs de développement. En effet, les immigrants avancent plusieurs mobiles pour justifier leur déplacement. Ainsi donc et dans le contexte des immigrants des quartiers Djidjè 2 et Ladji, les immigrants ont pour raison principale, la recherche d'opportunités et d'emploi pour l'amélioration de leurs conditions de vie. En bref, les arguments économiques sont surtout ceux qui poussent les étrangers à migrer vers Cotonou et à vivre dans ses quartiers dont Djidjè 2 et Ladji.

La commune de Cotonou, malgré la cherté de la vie, est devenue pour la plupart des migrants une commune favorable puisqu'elle répond à presque toutes leurs attentes. Une fois dans ces quartiers d'accueil, les immigrants investissent dans plusieurs domaines (santé, éducation, commerce, loisirs, etc.).

De plus, cette recherche a mis un accent sur les implications de l'immigration des Nigériens et des Nigériens dans le 6^e arrondissement de Cotonou et notamment dans les quartiers Djidjè 2 et Ladji.

De façon globale, la plupart des immigrants rencontrés ont une durée de séjour quasi permanente (77%). Durant leur séjour, les immigrants participent au développement local par le paiement des taxes, impôts et autres dépenses comme loyers de maison et de boutiques. Les implications socio-économiques de l'immigration des Nigériens et Nigériens sur le développement des quartiers Djidjè 2 et Ladji ont permis à ces quartiers de bénéficier d'infrastructures socio-communautaires pour le bien-être des populations locales. Cependant, cette immigration présente quelques conséquences qui sont entre autres concernent l'insécurité, la pollution, la mauvaise gestion des déchets, les maladies et même des



problèmes relevant du foncier. Enfin, des tendances de l'immigration des Nigériens et Nigériens à Djidjè2 et à Ladjì ont également été évoquées.

En termes d'implications scientifiques, cette recherche contribue à une meilleure compréhension des flux migratoires en Afrique, des dynamiques socio-économiques qui en résultent, et des défis politiques et sociaux qu'ils génèrent. Elle ouvre la voie à une meilleure gestion de la migration dans la région, tout en alimentant les théories de la migration et en contribuant à des politiques publiques fondées sur des données empiriques robustes.

En termes de perspectives, l'étude sur l'importance socio-économique de l'immigration des Nigériens et Nigériens au Bénin présente une valeur scientifique significative en contribuant à la littérature sur la migration intra-africaine, tout en apportant des éléments essentiels pour l'élaboration de politiques migratoires plus éclairées. Les perspectives de recherches futures, les limites observées, et les apports notables ouvrent de nombreuses avenues pour approfondir cette analyse et enrichir la compréhension des dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest.

Références bibliographiques

- ❖ Adépoju A. (2002). *Fostering Free Movement of Persons in West Africa: Achievements, Constraints, and Prospects for Intra-Regional Migration*, *International Migration*, 40(2): 3-28.
- ❖ Adepoju, A. (2006). *Migration in West Africa: Trends and challenges*. *International Migration*, 44(4), 40-50.
- ❖ Agodo L. (2009). Les migrations des populations dans la commune de Savalou : Impacts socio-économiques. Mémoire de maîtrise en Géographie DGAT/FLASH/UAC 62 p.
- ❖ Akobi K. I. (1996). Les migrations de population dans la commune de Bantè : impacts socio-économique, Mémoire de maîtrise de géographie, DGAT/FLASH/UAC, 93 p.
- ❖ Asiedu A., Ezzine A. et Tandian A. (2016). La migration africaine : état des lieux, Résumé du rapport, Migration et Développement (MADE), CARITAS Sénégal, 63 p.
- ❖ Babatunde, O., Akinwale, A., & Olutayo, A. (2014). *Economic contributions of Nigerian migrants in Benin: A socio-economic analysis*. *Journal of African Studies*, 22(1), 20-31.
- ❖ Badié B. (2009). Migration dans la mondialisation, Ceras-revue projet N°311. URL : [http:// www. Ceras-projet. Com/index. Php ? Id=3862](http://www.Ceras-projet.Com/index.Php?Id=3862) consulté le 14 juin 2011 à 10h23min.
- ❖ Basch, L., Glick Schiller, N., & Szanton Blanc, C. (1994). *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. Routledge.
- ❖ Brenner, M., Hentz, M., & Olufemi, A. (2011). *Cultural interactions and economic exchanges: Nigerian migration to Benin*. *West African Journal of Migration Studies*, 12(2), 71-84.
- ❖ Daum C. (1998). « Migrants et solidarités Nord-Sud », Dossier, *Hommes et Migrations*, n°1214, Paris, Karthala, pp. 17-27.
- ❖ Daum C. (1998). Les associations des Maliens en France. In migration développement et citoyenneté. Paris, Karthala, 213 p.
- ❖ Diminescu D. (2007). Les migrations connectées pour un manifeste épistémologique, migration/société, volume 17, N° 102.
- ❖ Fall P. D. (2003). *Dynamique migratoire et évolution des réseaux d'insertion des Sénégalais à Conakry (République de Guinée)* (p: 63-75), in: Coquery-Vidrovich TC., Georg O., Mandé I. & Rajoanah F. (éds.), Être étranger et migrant en Afrique au xxème siècle. Enjeux identitaires et modes d'insertion. Paris: L'Harmattan, 20043, vol 2, 203 p.
- ❖ Fassin, D. (2013). *La migration en Afrique de l'Ouest: Historique et enjeux contemporains*. Paris: Éditions La Découverte,
- ❖ Fidégnon P. (2014). Enjeux socio-économiques de l'immigration des nigériens dans la commune de Parakou, Mémoire de maîtrise en Géographie DGAT/FLASH/UAC 89 p.
- ❖ Gendreau F. et Merabet O. (2007). Les questions migratoires au Mali : valeurs, sens et contresens, rapport de mission, Bamako de 08 octobre au 14 novembre 2006, 94 p.
- ❖ Igue O. J. (2008). Les Béninois de la diaspora : cas du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Gabon, Cotonou : Imprimerie ATG, 224 p.
- ❖ INSAE (2002). *Rapport des recensements généraux de la population et de l'habitat de 1992 et 2002*, DED, Cotonou, 43 p.



- ❖ INSAE (2013). *Cahier des villages et quartiers de ville du département de l'Atlantique* (RGPH-4, 2013), DED, Ministère chargé de la statistique, 40 p.
- ❖ INSAE (2013). *Recensement Général de la Population et de l'Habitat : Résultats définitifs*, DED, Cotonou, 250 p.
- ❖ Johnson G., Scholes K., Whittington R. et Frery, F. (2008). *Management Stratégique*, 8^e édition, Pearson Education, 8 p.
- ❖ Koffi, C. (2016). *La migration nigériane au Bénin: Enjeux sociaux et économiques*. Revue de la Société Béninoise de Sociologie, 29(3), 110-118.
- ❖ Kombiéni H. (2012). Migration dans la commune de Kandi : Etats, tendances et implications socio-économiques, Thèse de doctorat en géographie UAC, 343 p.
- ❖ OIM (2018). *État de la migration dans le monde, 2018*, ISSN: 1020-8453, ISBN: 978-92-9068-773-3, 400 p.
- ❖ Oyekanmi, T. & Adebayo, M. (2018). *Nigerian immigrants in Benin: Business opportunities and challenges*. Journal of African Business, 19(3), 87-92.
- ❖ Papa I. (2008). L'impact des revenus migratoires dans le département de Iouga (Sénégal) : approche géographique. Mémoire de maîtrise, université Gaston Berger de saint louis, Sénégal, 125 p.
- ❖ PNUD (2000). *Gestion des migrations et politique de développement : optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'ouest*, 53 p.
- ❖ PNUD (2019). https://www.undp.org/content/undp/fr/home/news-centre/news/2019/2019_mpi_new_data_challenges_traditional_notions_of_rich_and_poor.html
- ❖ Portes, A., & Meschi, E. (2004). *The Social Capital of Immigrants and Their Children*. Annual Review of Sociology, 30, 267-295.
- ❖ Wallerstein, I. (1974). *The Modern World-System*. Academic Press.